



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Lucé, le 17 février 2011

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : N°6964/RAAPC/11036

Vos réf. : votre transmission du 31 août 2010

Affaire 101418 suivie par :

Tél. : 02 37 91 27 63 – **Fax :** 02 37 90 71 92

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Vérifié par :

PJ : 1 projet d'arrêté complémentaire post-exploitation ;
1 projet d'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique (pour information).

0696420110214SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
RELATIF À LA RÉALISATION D'AMÉNAGEMENTS DANS LE CADRE DE LA RÉHABILITATION
DE L'ANCIEN CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE DE LUCÉ
ET À LA RÉALISATION D'UN SUIVI POST-EXPLOITATION

CHARTRES METROPOLE

COMMUNES DE LUCE ET FONTENAY-SUR-EURE

I - SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

Le centre d'enfouissement technique de Lucé a été autorisé (exploitant : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'AGGLOMERATION CHARTRAINE) par :

- arrêté préfectoral du 20 mars 1972 pour l'ouverture de la décharge sur la commune de Lucé;
- arrêté préfectoral du 28 décembre 1979 pour l'extension de la zone historique (zone en exploitation de 1972 à 1993) ;
- arrêté préfectoral du 17 janvier 1990 pour la 2^{ème} extension, sur la commune de Fontenay-sur-Eure (exploitation de 1993 à 2000).

Des récépissés de changement d'exploitant ont été délivrés le 25 mai 1993 au profit de la société STANEXEL puis le 5 novembre 1998 au profit de la société GENET devenue SITA CENTRE OUEST. CHARTRES METROPOLE a sollicité le changement d'exploitant à son profit le 7 août 2009.

Les apports de déchets ont cessé depuis juillet 2000.

II - OBJET DE LA DEMANDE

SITA CENTRE OUEST a déposé un dossier de cessation d'activité et un dossier de demande de servitudes d'utilité publique, établis par FAIRTEC en décembre 2003, et transmis à l'inspection des installations classées le 8 avril 2004. Ces dossiers ont fait l'objet de demande de compléments le 23 février 2005.

CHARTRES METROPOLE a transmis, le 25 juin 2008, un dossier de réhabilitation, établi par ANTEA en novembre 2007. Celui-ci a fait l'objet de demande de compléments le 7 novembre 2008.

SITA CENTRE OUEST a adressé au Préfet par courrier du 16 juillet 2009 la version complétée du dossier de cessation d'activité du site (version juillet 2009).

Par courrier du 7 août 2009, CHARTRES METROPOLE a sollicité le changement d'exploitant à son profit et a déposé un dossier de demande de servitudes d'utilité publique (version août 2009).

Le 23 août 2010, CHARTRES METROPOLE a déposé en Préfecture un additif au dossier de cessation d'activité et un additif à la demande de servitudes d'utilité publique, en raison d'un projet de création d'une piste de circulation douce (piste cyclable) dans le périmètre de l'ancien centre d'enfouissement technique de Lucé.

Le projet d'aménagement est divisé en 2 phases :

- 1^{ère} phase : aménagement réalisé conformément au schéma de réaménagement présenté dans les dossiers initiaux (cessation d'activité – juillet 2009 ; demande de SUP – août 2009) ;
- 2^{ème} phase : création de la piste cyclable, conformément aux additifs déposés en août 2010 (modification de l'emprise des servitudes n°2 et n°3 sur les parcelles ZE 19 et ZE 20 pour en exclure le tracé de la voie de circulation douce).

III - CADRE ADMINISTRATIF DE L'INSTRUCTION

1 - Servitudes d'utilité publique

Par lettre du 7 août 2009, CHARTRES METROPOLE a transmis à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir, un dossier de demande de servitudes d'utilité publique, dans le cadre de la cessation d'activité du centre d'enfouissement technique de Lucé, tel que le prévoit l'article L. 515-12 du code de l'environnement, dossier modifié par l'additif déposé le 23 août 2010.

L'exploitant, CHARTRES METROPOLE, sollicite l'institution de servitudes d'utilité publique pour la limitation de l'usage du sol et du sous-sol sur l'emprise du site, dans l'objectif de protéger la couverture finale des zones de stockage de déchets réaménagées et de maintenir l'accessibilité aux piézomètres implantés en dehors du site et utilisés pour le suivi post-exploitation du site.

La procédure d'institution de servitudes d'utilité publique est régie par les articles L. 515-8 à L. 515-12 et R.515-24 à R.515-31 du code de l'environnement, ainsi que par l'article 49 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Ces servitudes visent à interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle.

Un projet d'arrêté préfectoral instituant des servitudes autour de l'ancien centre d'enfouissement technique de Lucé est joint au présent rapport à titre d'information. Il est en cours d'instruction (consultation des services, des conseils municipaux,...) et sera proposé en fin de procédure pour avis du CODERST.

2 - Cessation d'activité

L'exploitant a procédé à la cessation d'activité du site, conformément aux articles R. 512-39-1 et suivants du Code de l'environnement.

Dans le cadre de la cessation d'activité de l'ancien centre d'enfouissement technique de Lucé, l'inspection des installations classées a effectué une visite du site le 26 août 2009. Le rapport correspondant a été adressé au Préfet le 3 septembre 2009.

Il est apparu nécessaire de proposer de prescrire des travaux d'aménagement complémentaires et un suivi post-exploitation du site, conformément à l'article R. 512-39-3-II du Code de l'environnement.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint est rédigé en ce sens.

Ce projet d'arrêté tient compte de la demande de changement d'exploitant au profit de CHARTRES METROPOLE jointe au dossier de demande de servitudes d'utilité publique.

V - DESCRIPTION DES IMPACTS

Etat initial :

Le piézomètre amont est situé en bordure Ouest du site, le long du ru de la Cavée.

Le piézomètre aval est situé à 500 m à l'Est du site, le long du ru de la Cavée, dans le sens d'écoulement de la nappe.

Le captage AEP le plus proche se situe en aval hydraulique du site, à Barjouville, à 2,5 km environ du site. Le CET ne se trouve pas dans les périmètres de protection de ce captage.

Le ru de la Cavée, qui se jette dans l'Eure, traverse le site, sur lequel il est canalisé et séparé des déchets par une digue en matériaux compactés qui délimite les alvéoles.

Une visite du site a été effectuée par ANTEA du 12/07/2007 et une campagne de reconnaissance géotechnique a eu lieu le 17/07/2007. Elles ont permis de définir les points suivants :

Evaluation des impacts :

▪ eaux souterraines :

L'ensemble des analyses effectuées sur les eaux souterraines ne permettent pas de conclure à un impact du CET sur leur qualité, notamment en raison de la faible perméabilité des sols et la nature majoritairement inerte des déchets enfouis.

▪ eaux de surface :

Les seuls rejets dans les eaux de surface (ru de la Cavée) sont les lixiviats après traitement par le système de lagunage et de filtre à sable. deux rejets ont eu lieu depuis la mise en service du CET, accompagnés d'analyses (1997 et 1998). Ils sont conformes aux valeurs limites actuellement fixées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997. Il convient cependant de limiter la formation des lixiviats, notamment par la dérivation des eaux météoriques par des fossés périphériques.

▪ biogaz :

Des émanations très localisées et en faible quantité ont été observées en bordure des talus. Il convient de mettre en place un système de gestion du biogaz.

VI – RÉHABILITATION

Selon les recommandations faites par ANTEA, la réhabilitation doit répondre aux objectifs suivants :

- maîtriser les flux liquides et gazeux (limitation, collecte et traitement) ;
- réduire le caractère potentiellement nocif des déchets ;
- garantir une durée de fonctionnement supérieure à la période de suivi ;
- promouvoir la revégétalisation et la réinsertion paysagère ;

Elle comporte :

- le drainage des biogaz,
- le drainage des liquides (eaux météoriques et lixiviats),
- l'étanchéité,
- la protection contre l'intrusion,
- la protection contre l'érosion,
- le support de la végétation,
- la stabilité mécanique.

Les préconisations d'ANTEA pour respecter les points ci-dessus sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

Notamment les aménagements décrits ci-après :

VI - 1 : Consistance des aménagements lors de la 1ère phase :

L'exploitant est tenu de respecter les aménagements décrits dans son dossier de cessation d'activité – version juillet 2009 – référencé A47401/B, notamment les points suivants :

- Gestion du biogaz :

L'exploitant met en place un réseau de captage du biogaz, composé de 28 puits de captage assurant l'extraction (sans destruction) du biogaz.

- Gestion des lixiviats :

- Sur la zone dite historique (exploitation 1972-1993) :

L'exploitant réalisera un puits de contrôle au niveau du dôme réhabilité.

Ce puits fait l'objet d'un contrôle dans le cadre du suivi post-exploitation du site, afin de contrôler la qualité et le niveau d'eau dans le massif de déchets.

- Sur la zone dite de l'extension (exploitation 1993-2000) :

Après réalisation des travaux de couverture de la zone historique, l'exploitant élabore un diagnostic technique du réseau de drainage et de collecte des lixiviats.

Ce diagnostic est réalisé sur une période de 1 an. Un rapport de synthèse est adressé à l'inspection des installations classées pour justifier la nécessité de raccorder ou non les regards au dispositif de traitement des lixiviats.

En fonction des résultats du diagnostic, l'exploitant pourra être amené à procéder à la réfection des lagunes de traitement des lixiviats.

- Gestion des eaux pluviales :

Le réseau de collecte et de gestion des eaux pluviales sera constitué par un ensemble de fossés étanches de couverture raccordés à un bassin de rétention/décantation des eaux pluviales de 1140m³, raccordé au ru de la Cavée.

Le bassin est équipé d'une vanne permettant les prélèvements dans le cadre du suivi environnemental avant rejet dans le ru de la Cavée.

▪ Modelage et couverture de la décharge :

L'exploitant procède aux opérations de modelage puis de couverture de la décharge décrites dans le dossier de cessation d'activité.

Après modelage, la couverture finale sera composée de :

- 1 couche de perméabilité comprise entre 1.10^{-7} et 1.10^{-8} m/s,
- 1 couche de drainage des eaux,
- 1 couche végétale.

▪ Maîtrise des accès :

L'exploitant procède aux aménagements suivants :

- réfection de la clôture périphérique ;
- mise en place d'une chaîne cadenassée à l'entrée du site ;
- affichage de l'interdiction de dépôt ;
- affichage de l'interdiction d'entrée.

A proximité immédiate de l'entrée principale, l'exploitant doit placer un panneau de signalisation et d'information.

VI - 2 : Consistance des aménagements lors de la 2ème phase :

Avant tout démarrage des travaux de la seconde phase, l'exploitant transmet au Préfet un dossier comportant tous les éléments d'appréciation nécessaires (plans, tracé précis de la piste cyclable, modifications engendrées par la création de la piste cyclable par rapport au dossier initial de cessation d'activité, une analyse des impacts du projet, notamment sur la gestion des eaux et du biogaz du site).

Le lancement de la seconde phase est soumis à accord préalable de l'inspection des installations classées.

VII - SUIVI POST-EXPLOITATION

L'exploitant met en place un suivi post-exploitation d'une durée minimale de 5 ans selon l'échéancier figurant à l'article 7 du projet d'arrêté.

Le suivi post-exploitation porte a minima sur les contrôles suivants :

▪ Contrôle sur les eaux souterraines :

La surveillance porte sur les prélèvements effectués au niveau des 2 piézomètres définis dans le dossier de cessation d'activité (version juillet 2009) : 1 piézomètre en amont hydraulique (situé en périphérie du site) et 1 piézomètre en aval hydraulique (situé rue du Général Leclerc à Lucé).

Les analyses des eaux souterraines portent sur les paramètres suivants : aspect, couleur, pH, conductivité, DBO5, DCO, TH, TAC, NO_3^- , Cl^- , SO_4^{2-} , NH_4^+ , K^+ , Na^+ , phénols, hydrocarbures, Fe, Zn, Cu, Cd, Pb, Hg, Cr, chloroforme, trichloréthane, tétrachlorure de carbone, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, recherche bactériologique, Mn, Se, Ca, Mg, PO_4^{3-} , NO_2^- .

Les analyses sont effectuées à fréquence trimestrielle pendant 3 ans puis à fréquence semestrielle (hautes et basses eaux) pendant 2 ans.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'inspection des installations classées selon une fréquence annuelle.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre, les analyses sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant doit mettre en place un plan d'action et de surveillance renforcée, avec transmission trimestrielle d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues.

- Contrôle sur les eaux superficielles :

Des analyses sont effectuées à fréquence trimestrielle au niveau de la sortie du bassin de rétention des eaux pluviales dans le ru de la cavée.

L'analyse porte sur les paramètres suivants : pH, conductivité, potentiel rédox, sulfates, chlorures, fluorures, nitrates, nitrites, ammonium, DBO5, DCO, MES, NTK, fer, zinc, chrome, cuivre, Hg, Cd, Pb, HC totaux, indice phénols.

Les paramètres mesurés doivent respecter les valeurs limites fixées à l'article 5.3 du projet d'arrêté.

- Contrôle sur les lixiviats :

Des analyses sont réalisées sur les lixiviats, avant rejet au milieu naturel, à fréquence trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle pendant 3 ans.

Les paramètres mesurés doivent respecter les valeurs limites fixées à l'article 5.3 du projet d'arrêté.

- Contrôle du biogaz :

L'exploitant réalise une campagne de mesures en fin de travaux de réaménagement, sur les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, CO. Il communique les résultats à l'inspection des installations classées. En fonction des résultats, des campagnes complémentaires pourront être envisagées.

- Surveillance générale :

L'exploitant procède à des visites semestrielles du site afin de veiller à l'entretien général du site et au suivi des opérations. Le compte rendu de chaque visite est adressé à l'inspection.

- Fin du suivi :

Au terme de la période de suivi quinquennale, l'exploitant adresse au service de l'inspection des installations classées un rapport sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. En fonction des résultats obtenus, l'inspection des installations classées fixe les modalités de poursuite du suivi post-exploitation.

VII - ECHÉANCIER :

Il est défini à l'article 7 du projet d'arrêté :

Opérations	échéances
phase de travaux : mise en place des aménagements (article 3)	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
phase de diagnostic technique relatif à la gestion des lixiviats (article 3.2)	12 mois à compter de la notification du présent arrêté
phase de suivi quinquennal (article 5)	Fin de la phase de diagnostic technique + 6 mois : remise du 1 ^{er} rapport annuel permettant de statuer sur la nécessité de réhabiliter les bassins de traitement des lixiviats
	Fin de la phase de diagnostic technique + 12 mois : remise du 2 ^{ème} rapport annuel permettant des adaptations éventuelles du programme de suivi (paramètres et fréquences des analyses).
	Fin de la phase de diagnostic technique + 4 ans : Remise du rapport de fin de période quinquennale permettant de déterminer les modalités de poursuite du suivi post-exploitation.

VIII – AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

En application des articles R. 512-31 et R. 512-39-3-II du Code de l'environnement, le projet est soumis à l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Nous proposons à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de donner une suite favorable au projet d'arrêté complémentaire ci-joint prescrivant à CHARTRES METROPOLE la réalisation d'aménagements, dans le cadre de la réhabilitation de l'ancien centre d'enfouissement technique de Lucé, et la réalisation d'un suivi post-exploitation.

L'inspectrice des installations classées,

Vu et transmis avec avis conforme
Pour le directeur régional,
Le Chef du Service Environnement Industriel et Risques,